



DOSSIER DE CANDIDATURE AU DETACHEMENT JUDICIAIRE

***Article 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi
organique relative au statut de la magistrature***

SOMMAIRE

Fiche de candidature à remplir

Annexe I	Liste des documents à fournir
Annexe II	Fiche récapitulative des services dans la fonction publique
Annexe III	Fiche de desiderata fonctionnels et géographiques
Annexe IV	Liste des attestants



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des services judiciaires
Bureau du recrutement, de la formation et des
affaires générales (RHM2)
Pôle du recrutement hors concours

DEMANDE DE DÉTACHEMENT JUDICIAIRE

(Article 41 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958)

Dossier original déposé au parquet général de la cour d'appel de :

ETAT CIVIL

<input type="checkbox"/> Madame	<input type="checkbox"/> Monsieur		
Nom de naissance :		Nom d'usage :	
Prénom(s) :			
Né (e) le :	Lieu de naissance :		
Situation familiale :		Nombre d'enfants(s) :	
Adresse personnelle :			
Adresse professionnelle :			
Téléphones - Portable :	Domicile :	Professionnel :	
Email personnel :			
Email professionnel :			
Profession actuelle :		Lieu d'exercice :	
Profession du conjoint :		Lieu d'exercice :	
Mandats électifs :			

Candidatures antérieures au détachement judiciaire : non Oui

Si oui, date à laquelle la commission d'avancement a émis son avis et précision des éléments nouveaux intervenus dans votre situation depuis :

DIPLOMES UNIVERSITAIRES ET ANNEES D'OBTENTION

--

DIPLOMES PROFESSIONNELS ET ANNEES D'OBTENTION

--

Le : à

Signature du candidat :

Documents à fournir pour la composition du dossier

Pièces à fournir par les candidats :

- **lettre de motivation** à l'attention de la garde des sceaux, ministre de la justice (sur papier libre) ;
- **curriculum vitae** (avec l'adresse des différents employeurs) ;
- **fiche de candidature complétée** ;
- **fiche de desiderata fonctionnels et géographiques** (annexe III) ;
- **photocopie des trois derniers bulletins de paie** ;
- **2 photographies d'identité** ;
- **liste des attestants mentionnant l'adresse à laquelle ils peuvent être contactés¹** (annexe IV) ;
- **copie du dernier arrêté d'élévation fixant l'échelon et l'indice de traitement** dans l'administration d'origine. En cas de changement d'échelon et d'indice au cours de la procédure, il conviendra de fournir copie du nouvel arrêté fixant l'échelon et l'indice de rémunération dans l'administration d'origine avant toute nomination en qualité de magistrat ;
- **grille indiciaire** du corps d'origine ;
- **état des services accomplis délivré par chacune des administrations auxquelles a appartenu le candidat** ;
- **copie des trois dernières évaluations professionnelles** ;
- **état signalétique des services délivré par l'autorité militaire** postérieurement au 1^{er} janvier 1955 et portant l'indication des campagnes, ainsi que toute autre pièce justificative de service donnant droit à des bonifications ou majorations d'ancienneté au titre de l'échelonnement indiciaire (service militaire).

En cas de seconde demande après un rejet, outre les pièces sus-visées, le candidat devra justifier de tous éléments nouveaux intervenus dans le dossier.

¹ Pour les magistrats administratifs ou financiers, cette liste n'est pas nécessaire.

Pour information : pièces transmises par les chefs de cour

Les chefs de cour d'appel élaborent et transmettent un avis motivé sur la candidature au détachement et l'adressent avec celui des chefs de tribunal à la direction des services judiciaires. Ils recueillent les témoignages des attestants.

Les pièces fournies par les candidats pour la constitution de leurs dossiers ne leur sont pas restituées. Toutefois, ils peuvent solliciter l'envoi de copies des pièces transmises par les chefs de cour par courriel adressé au bureau du recrutement, de la formation et des affaires générales des magistrats (RHM2), Pôle du recrutement hors concours, recrutements.dsj-rhm2@justice.gouv.fr.

Le candidat a accès à son dossier de candidature à tout moment de la procédure, il peut consulter son dossier à la chancellerie ou demander communication des pièces y figurant sur demande écrite datée et signée envoyée à l'adresse suivante : recrutements.dsj-rhm2@justice.gouv.fr.

Les thèses et les travaux joints au dossier du candidat sont versés après les travaux de la commission d'avancement à la bibliothèque du ministère de la justice.

Une instruction de dossier simplifiée est prévue pour les candidats déjà magistrats de l'ordre administratif ou financier. Il n'est pas nécessaire d'adresser une liste d'attestants.

Le dossier constitué doit être déposé au parquet général de la cour d'appel dont dépend le lieu de résidence du candidat.

Les dossiers seront transmis à ce même parquet par l'autorité hiérarchique qui émettra un avis motivé accompagné des photocopies des trois dernières évaluations professionnelles.

Une copie du dossier de candidature doit être adressée à la direction des services judiciaires, sous-direction des ressources humaines de la magistrature, bureau du recrutement, de la formation et des affaires générales des magistrats (RHM2), pôle recrutement hors concours : Ministère de la justice – Direction des services judiciaires – 13, place Vendôme – 75042 Paris Cedex 01.

Candidature de :

Services dans la fonction publique						
Corps ou cadre d'emploi	Catégorie Cadre ou autre	Service-fonction	Période	Temps partiel ou complet	pièces justificatives	<i>Colonne réservée adm.</i>

FICHE DE DESIDERATA FONCTIONNELS ET GÉOGRAPHIQUES

ARTICLE 41

CANDIDATURE DE :

DESIDERATA FONCTIONNELS (à titre indicatif)					
FONCTIONS	OUI	NON	ORDRE ²	OBSERVATIONS EVENTUELLES	
SIÈGE					
juge ou vice-président au tribunal judiciaire					
juge des contentieux de la protection ou vice-président chargé des fonctions de juge des contentieux de la protection					
juge d'instruction ou vice-président chargé de l'instruction					
juge des enfants ou vice-président chargé des fonctions de juge des enfants					
juge de l'application des peines ou vice-président chargé de l'application des peines					
Vice-président chargé des fonctions de juge des libertés et de la détention (1 ^{er} grade uniquement)					
juge ou vice-président placé auprès du premier président					
auditeur à la Cour de cassation					
conseiller de cour d'appel (1 ^{er} grade)					
PARQUET					
substitut du procureur de la République ou vice-procureur de la République					
substitut placé auprès du procureur général ou vice-procureur de la République placé					
substitut général (1 ^{er} grade)					

DESIDERATA GÉOGRAPHIQUES (INDICATIFS)	
RESSORT DES COURS D'APPEL	RESSORT DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES (le cas échéant)

Nota bene : Il ne sera tenu compte des desiderata, tant géographiques que fonctionnels, que dans la mesure des postes vacants au moment de la nomination des candidats et de l'état des demandes des magistrats déjà en fonction sur les postes considérés. Cette grille de desiderata, si elle permet d'apprécier la mobilité du candidat, n'engage en aucune façon la chancellerie.

Date :

Signature :

² Le cas échéant, veuillez indiquer un ordre de préférence des différentes fonctions.

ATTESTANTS (NOMS ET QUALITES)	COORDONNEES / EMAIL